



Assemblée nationale

journal des Débats

Quatrième session — 30^e Législature

Le jeudi 3 juin 1976

Vol. 17—No 42

Président: M. Jean-Noël Lavoie

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Table des matières

Questions des députés	
Langue de travail dans les communications aériennes.	1377
Vente d'Abitibi-Price.	1378
Pension de retraite des ex-religieux.	1380
Ouverture des commerces pendant les Jeux olympiques.	1381
Situation des producteurs laitiers.	1382
Indemnisation aux mineurs.	1384
Travaux parlementaires.	1385
Motion d'ajournement	
Vote sur la motion.	1387
Ajournement.	1387

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec
G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

(Quinze heures dix minutes)

M. Lavoie (président): A l'ordre, messieurs!

Affaires courantes.

Dépôt de rapports de commissions élues.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de motions non annoncées.

M. Bellemare (Rosemont): M. le Président, comme motion non annoncée, permettez-moi de saluer la reine et les duchesses des loisirs de la paroisse Saint-Esprit, dans Rosemont.

M. Malépart: M. le Président, en vertu de la même motion, je désire saluer M. Jacques Lavoie, député d'Hochelaga dans le gouvernement fédéral.

M. Pilote: M. le Président, je désire saluer... du comté du Lac-Saint-Jean.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Il y a eu un consensus général déjà, depuis plusieurs années, depuis 1970 au moins, qu'on ne pouvait pas faire indirectement ce qui n'est pas permis de faire directement, c'est-à-dire saluer les gens. Même si c'est toujours agréable et même si les députés du Québec sont très hospitaliers, ce n'est pas permis, je m'excuse.

M. Beauregard: Question de privilège. Si vous permettez qu'il y ait un salut, il devrait y en avoir pour tous ceux qui, aujourd'hui, ont des invités. Moi, j'ai, par exemple, l'âge d'or...

Le Président: A l'ordre, à l'ordre! Je n'en ai pas permis aucun.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

Questions orales des députés.

L'honorable député de Lafontaine.

QUESTIONS DES DÉPUTÉS**Langue de travail dans les communications aériennes**

M. Léger: Ma question s'adresse au Solliciteur général responsable des questions linguistiques. Il y a une dizaine de jours, le Solliciteur général avait donné publiquement son appui aux gens de l'air du Québec et avait même demandé au gouvernement fédéral de ne pas reculer d'un centimètre en ce qui concerne l'implantation du bilinguisme dans les communications aériennes au Québec. Or, on sait que le gouvernement n'a pas seulement reculé d'un centimètre, mais qu'il a soumis l'existence même de son programme d'implantation du

bilinguisme à la merci d'une décision d'un seul homme, M. Keenan qui, de surcroît — je termine mon préambule, c'est le sens même de mon préambule...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît, messieurs! Hier, je crois qu'il y a eu un peu d'abus autant dans les questions que dans les réponses. Je n'ai pas l'intention de jouer au frère directeur, mais je pense que si, tous les jours, il y a, comme vous dites, quelques centimètres de plus, eh bien! autant dans les préambules que dans les réponses... C'est une mise en garde que je voudrais faire autant pour les questions que pour les réponses, concernant le respect du règlement.

M. Léger: M. le Président, je pense que vous allez, à la suite de mon préambule, comprendre la raison précise, dans ma question, de ce préambule.

Vous allez voir le sens de ma question. C'est que la personne qui a été nommée, M. Keenan, est de surcroît l'ancien avocat de l'association des contrôleurs qui s'opposent si farouchement au français. Vous voyez le lien qu'il y a avec ma question.

Je voudrais savoir du ministre, qui avait un représentant lorsque les gens de l'air du Québec ont rencontré des fonctionnaires du ministère fédéral des transports, lundi dernier, premièrement si le gouvernement du Québec appuie ouvertement l'échéancier en dix points que les gens de l'air ont exigé d'Ottawa; deuxièmement, si le gouvernement appuie la nomination d'un cocommissaire devant s'ajouter à M. Keenan; troisièmement, si le gouvernement accepte que ce cocommissaire soit M. Benoît Sainte-Marie, directeur général du service aérien du gouvernement du Québec.

M. Lalonde: M. le Président, nous avons appuyé les gens de l'air dans leurs recherches pour l'introduction du français dans les communications aériennes depuis plus d'un an. Je pense que notre position à ce sujet ne permet pas le doute. Nous avons toutefois considéré les gens de l'air dans une certaine mesure comme nos conseillers privilégiés en matière de moyens pour arriver à ces fins. D'ailleurs, j'avais un représentant, comme dit le député de Lafontaine, lors de la réunion de lundi dernier et j'ai vu la lettre adressée au ministre des Transports du gouvernement fédéral, indiquant quelles seraient les différentes étapes désirées par les gens de l'air pour rétablir leur confiance dans le programme du gouvernement fédéral.

Il faut dire, au départ, que le gouvernement fédéral a agi avec beaucoup de courage en décembre dernier, lorsque le ministre Lang a décidé d'introduire le français dans les communications aériennes au Québec. Je l'ai appuyé et je continue d'appuyer le gouvernement fédéral dans sa politique. Quant à savoir, toutefois, si le geste de vendredi dernier est un recul, j'ai laissé aux gens de l'air le soin de le mesurer et de m'indiquer dans quelle mesure ils croient que c'est un recul.

Il n'y a pas de doute que je les appuie, même

en détail, naturellement, sauf que je ne suis pas un expert à savoir si cela devrait être à telle date ou telle autre date qu'on va introduire le français dans le contrôle VFR à Saint-Hubert. Ce sont eux qui savent si telle situation est assez mûre pour le faire, tout en conservant le degré de sécurité désirable pour la population.

M. Léger: Oui, mais vous n'avez rien répondu à ma question. Ma question est celle-ci: Est-ce que vous appuyez les dix points de l'Association des contrôleurs de l'air du Québec, premièrement? Est-ce que vous les appuyez quand ils demandent qu'on n'attende pas après l'enquête pour que la bilinguisation soit introduite? Est-ce que vous appuyez les dix points des contrôleurs de l'air? Est-ce que vous appuyez la nomination d'un commissaire conjoint?

Appuyez-vous le point que ce commissaire conjoint soit M. Benoît Sainte-Marie? Là-dessus, vous n'avez rien répondu. Etes-vous d'accord ou pas là-dessus?

M. Lalonde: M. le Président, le député de Lafontaine ne comprend pas vite. J'ai dit que j'appuyais, de façon générale, la position que les gens de l'air ont prise vis-à-vis de la francisation des communications aériennes depuis plus d'un an, même avant que le député de Lafontaine sache de quoi il s'agissait.

J'ai dit que, dans les détails, je m'en rapportais aux gens de l'air pour décider quel était l'échéancier le plus désirable pour atteindre les deux objectifs, soit l'introduction du français dans les communications aériennes, d'une part, et le maintien d'un niveau de sécurité désirable, d'autre part.

Quant à la nomination de M. Sainte-Marie, on m'a consulté là-dessus et j'ai déjà consulté le ministre des Transports, à savoir si, au cas où il serait nommé, il pourrait être libéré de ses fonctions. J'attends des nouvelles à ce sujet. Je ne sais pas actuellement si on pourrait le libérer. Il semble, toutefois, que ce serait une excellente suggestion que les gens de l'air ont faite et, dans ce sens, je les appuie sûrement.

Donc, je pense que ce serait faire perdre le temps de cette Chambre d'aller plus en détail, et de dire que j'appuie, par exemple, la suggestion, no 7, à savoir l'introduction...

M. Léger: Je parle de bilinguisation mise de côté.

M. Lalonde: Est-ce que le député de Lafontaine pourrait me laisser répondre?

Le Président: A l'ordre! A l'ordre!

M. Léger: Ne patinez pas à côté, répondez!

Le Président: A l'ordre!

M. Lalonde: De façon générale, notre appui indéfectible leur a été acquis depuis le début, avant même que le député de Lafontaine sache de quoi il s'agissait.

Le Président: Une dernière question additionnelle.

M. Léger: Question supplémentaire, M. le Président. Le ministre peut-il nous dire s'il accepte l'idée des gens de l'air du Québec qui veut que le programme de bilinguisation ne soit pas suspendu pendant que l'enquête se fait? Deuxièmement, le ministre compte-t-il intervenir personnellement auprès du ministre fédéral des Transports, M. Otto Lang? Le ministre a-t-il l'intention de demander à son premier ministre — si celui-ci veut me répondre, je sais qu'il m'écoute actuellement — de demander aussi l'appui de M. Trudeau là-dessus?

J'aimerais avoir une réponse claire, de façon que les électeurs de Lafontaine qui sont ici sachent le point de vue du gouvernement là-dessus. Je les salue en même temps, même si je ne dois pas le faire.

M. Bourassa: J'ai discuté avec M. Trudeau, hier après-midi, de cette question et j'ai fait valoir les représentations des gens de l'air du Québec.

M. Léger: Toutes les revendications?

M. Lacroix: Question supplémentaire, M. le Président, sur le même sujet. Le député de Saguenay était à l'île Maurice, l'automne dernier, lorsqu'il y a eu la réunion de l'Association internationale des parlementaires de langue française.

Je voudrais demander à vous, M. le Président, et au ministre responsable, le Procureur général, si vous avez reçu une copie des discussions qui ont eu lieu concernant les problèmes de relations sol-air, alors qu'un député français qui était pilote a répondu que dans les relations sol-air, c'était l'anglais qui était la langue internationale...

M. Léger: C'est faux.

M. Lacroix: ... avec le français dans le domaine commercial, alors que dans le domaine civil, à ce moment-là c'était la langue d'usage de la région. Les gens du PQ sont trop malhonnêtes...

Le Président: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît, à l'ordre!

Le député de Chicoutimi.

Vente d'Abitibi-Price

M. Bédard (Chicoutimi): Ma question s'adresse au premier ministre concernant la vente d'Abitibi-Price. Vous me permettrez un court préambule, M. le Président; avant que la vente de Price s'effectue à Abitibi Paper, nous avons porté à l'attention du premier ministre les dangers que pouvait représenter cette vente, à savoir le danger du transfert du siège social et des centres de décisions à Toronto et aussi le danger d'annulation de certains investissements déjà annoncés par Price.

Il y a quelque temps, M. le Président... Oui, mais, M. le Président...

Le Président: S'il vous plaît, messieurs! Veuillez

lez vous asseoir, je m'excuse. Je crois que votre préambule nous a situés tout à fait dans le sujet que votre question est maintenant attendue. Posez votre question.

M. Bédard (Chicoutimi): Il faut que je dise pourquoi, M. le Président, nous avons souligné un danger. Maintenant il y a des faits qui sont arrivés et je vais les porter à l'attention du premier ministre qui sait qu'il y a quelque temps, la compagnie Abitibi-Price annonçait l'annulation d'investissements de l'ordre de plusieurs millions de dollars dans la région de...

Le Président: A l'ordre, messieurs! Si vous ne posez pas votre question subito, je vais refuser votre question. Ecoutez, quand même, à l'ordre!

M. Bédard (Chicoutimi): Cela n'a pas d'allure, il faut que vous me donniez la chance d'expliquer pourquoi je pose une telle question.

M. Léger: Il faut qu'on pose des questions n'importe comment.

M. Burns: M. le Président, je vous demande simplement de ne pas être influencé par les cris d'arrière-ban; je sais qu'en principe vous n'êtes pas influencé par cela, mais je pense qu'il est normal que le député de Chicoutimi puisse établir simplement la situation pour vous dire exactement à quel sujet se réfère la question qu'il s'apprête à nous poser. Je pense, M. le Président, que ce n'est pas exagéré. Vous avez toujours accepté, dans le passé, un certain préambule assez court, assez restreint, assez concis.

M. Levesque: M. le Président, question de règlement. Puis-je suggérer à l'honorable député de Maisonneuve de ne pas se prendre pour un autre, surtout pas pour le président? A ce moment-ci, M. le Président, vous avez rendu une décision et je vois mal que vous la changiez, suite aux propos du député de Maisonneuve.

Le Président: La longueur du préambule est toujours une question d'appréciation, mais je pense que je ne reviendrai pas sur ma décision. Pourriez-vous poser votre question?

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, le premier ministre est-il au courant de cette réorganisation administrative de la compagnie Abitibi Paper qui a eu comme effet de transférer tous les centres de décision à Toronto et de faire en sorte que le siège social qui existait à Québec ne soit devenu, comme on l'avait dit, qu'un bureau régional? Je voudrais savoir du premier ministre si cette annulation d'investissements importants et cette réorganisation administrative ne vont pas à l'encontre des garanties formelles que le premier ministre avait affirmé avoir obtenues des dirigeants d'Abitibi Paper lors de l'acquisition de Price par cette compagnie ontarienne en décembre 1974. Est-ce que le premier ministre entend faire quelque chose pour obliger Abitibi Paper à respecter

ses engagements si vraiment Abitibi Paper, comme le dit le premier ministre, avait pris des engagements envers le gouvernement, comme d'ailleurs le premier ministre l'avait affirmé?

M. Bourassa: Cela aurait été beaucoup plus utile de soumettre cela aux crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce ou encore de le soumettre à mes crédits. Je peux examiner les détails qui étaient arrivés à ce moment et je vais vérifier.

M. Bédard (Chicoutimi): ... pas au courant de cette situation.

Le Président: S'il vous plaît!

M. Bourassa: Le député de Chicoutimi veut simplement faire de la petite politique en posant cette question cet après-midi. Cela crève les yeux.

M. Bédard (Chicoutimi): Vous auriez été mieux d'en faire quand on vous a averti des dangers.

Le Président: A l'ordre, messieurs!

M. Bourassa: Cela aurait tellement été plus opportun et justifié de le faire dans une discussion de crédits, où on a tous les faits à notre disposition, que d'arriver comme cela sans préavis sur une question qui remonte à un an et demi ou à deux ans.

M. Bédard (Chicoutimi): Je m'excuse, M. le Président, l'annulation des investissements ne remonte pas à un an. C'est tout récent. Ce sont plusieurs millions de dollars dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Le Président: A l'ordre, messieurs! Avez-vous une question additionnelle?

M. Bédard (Chicoutimi): Je voudrais savoir, étant donné l'importance de la situation que je porte à son attention, si le premier ministre a l'intention de faire des démarches auprès de la compagnie Abitibi Paper pour que celle-ci fasse connaître clairement ses projets d'avenir dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et, à ce moment, apporter une réponse à l'insécurité des travailleurs à l'heure actuelle dans cette industrie.

M. Bourassa: M. le Président, je vais vérifier les affirmations du député. Je pourrai lui répondre ce soir, à mes crédits, ou demain, ou la semaine prochaine.

Le Président: L'honorable député de Rouyn-Noranda.

M. Bédard (Chicoutimi): Le premier ministre n'est même pas au courant!

M. Samson: M. le Président, je voudrais adresser ma question à l'honorable ministre de l'Education.

M. Burns: Le 1er juillet.

Pension de retraite des ex-religieux

M. Samson: Je veux demander au ministre de l'Education s'il est au courant que plusieurs ex-religieux devront se réunir en congrès, en fin de semaine, aux fins de discuter de la façon, pour eux, de pouvoir intéresser le gouvernement à revenir sur une décision prise en 1965, décision qui fait qu'ils n'ont pas le droit de racheter toutes les années pendant lesquelles ils ont enseigné pour les fins de leur pension de retraite.

M. Boudreault: On en a discuté aux crédits hier.

M. Samson: Cela a été discuté aux crédits hier? J'ai autre chose à demander. Ne vous énervez pas les "boys" en arrière! C'est au ministre de l'Education que je m'adresse. Le ministre de l'Education peut-il me répondre ou est-ce qu'il préfère que je pose d'autres questions?

M. Bienvenue: M. le Président, la question était pour savoir si j'étais au courant qu'ils doivent se réunir en fin de semaine. Non, je n'étais pas au courant. Je tiens pour acquis que c'est exact, puisque le député de Rouyn-Noranda le dit. Pour ce qui est de la question de fonds, qui, d'ailleurs, fait l'objet d'études sérieuses du gouvernement depuis un assez bon moment, il vaudrait mieux que le député de Rouyn-Noranda dirige sa question au ministre de la Fonction publique, qui a la responsabilité de ce dossier.

M. Samson: M. le Président, je suis bien heureux de voir que cela n'a pas été discuté aux crédits hier, tel que l'a affirmé un "back-bencher".

M. Burns: Je m'excuse, cela a été discuté aux crédits hier.

M. Dufour: Tu vas cesser d'engueuler les "back-benchers", mon garçon!

M. Samson: Le ministre de l'Education est là.

M. Burns: Il ne le sait pas, lui; il n'était pas là.

M. Samson: Comment se fait-il que le ministre ne le sache pas, M. le Président?

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît, messieurs!

M. Samson: Est-ce que le ministre de l'Education...

M. Bienvenue: Je n'assistais pas aux séances d'étude des crédits du ministère de la Fonction publique. J'ignore donc ce qui s'y déroule ou pas.

M. Samson: M. le Président, cela m'amène à poser une question supplémentaire. Puis-je demander au ministre de l'Education si dans ce dos-

sier, comme dans certains autres qui ont traîné passablement longtemps à la fonction publique, le ministre de l'Education a l'intention d'intervenir parce que cela regarde quand même l'éducation?

M. Bienvenue: Je me suis déjà, à l'heure actuelle, entretenu du sujet avec le ministre de la Fonction publique.

M. Samson: M. le Président, dernière question. Puisque le ministre s'est déjà entretenu avec le ministre de la Fonction publique, peut-il nous dire...

M. Burns: Il vient d'arriver.

M. Samson: Il arrive. Le ministre de l'Education peut-il me dire si le ministre de la Fonction publique et lui ont réussi à s'entendre sur la possibilité de rouvrir ce dossier pour donner satisfaction aux ex-religieux?

Une Voix: Oui.

M. Samson: C'est à lui que j'ai posé la question. Je vais vous en poser une après, vous.

M. Parent (Hull): M. le Président, si le député de Rouyn-Noranda avait assisté comme il avait le droit de le faire...

M. Samson: Une question de privilège. M. le Président, je ne laisserai pas le ministre de la "friction publique" continuer dans ce sens.

M. Boudreault: ... avait raison.

M. Samson: Non, M. le Président. Je suis seul et il y a souvent trois commissions parlementaires. Il faut être malhonnêtement intellectuel pour faire des accusations comme cela. Il faut être intellectuellement malhonnête.

Le Président: A l'ordre, messieurs!... A l'ordre, messieurs!... A l'ordre, s'il vous plaît!... Voulez-vous vous asseoir, s'il vous plaît... A l'ordre, un instant...

Vous avez une question supplémentaire?

M. Samson: M. le Président...

M. Lacroix: Si c'est malhonnête, comment recevoir son salaire alors qu'on n'assiste à aucune des commissions auxquelles on doit assister?

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Samson: M. le Président, si les députés libéraux veulent faire absolument les statistiques, je suis prêt à n'importe quel temps. Les statistiques de mes présences en Chambre.

Le Président: A l'ordre! Posez votre question.

M. Samson: Je suis prêt à poser ma question,

mais qu'on me laisse la poser puis qu'on arrête de charrier, chez les "back-benchers", en arrière.

M. Vallières: Faites-vous aller.

M. Mercier: Nommez-les.

M. Samson: Est-ce que le ministre de la Fonction publique, puisque c'est lui qui veut répondre à la place de l'autre, peut me dire si, dans ses discussions avec le ministre de l'Éducation, ils en sont venus à trouver une solution susceptible de donner satisfaction aux ex-religieux dans ce domaine?

Nl. Parent (Hull): M. le Président, je ne réponds pas au nom du ministre de l'Éducation, je réponds comme ministre responsable de la Commission administrative du régime de retraite qui est une responsabilité du ministre de la Fonction publique.

Je voudrais dire que si le député avait assisté hier à la séance de la commission parlementaire sur les crédits du ministère de la Fonction publique, il aurait eu tout le point de vue du gouvernement sur la question des ex-religieux que j'ai discutée bien amicalement avec mon collègue le député de Maisonneuve, pour lui faire valoir les points, lui faire valoir les coûts, lui faire valoir les difficultés que nous rencontrons dans ce programme et, également, pour souligner que ce problème fait l'objet de négociations à la table centrale du front commun.

Ceci a été décidé non par le gouvernement mais par les syndicats eux-mêmes que cette question doit être discutée à une table centrale, et c'est là qu'elle sera discutée. Quelle sera la position du gouvernement? Je l'ai mentionné hier lors de la commission parlementaire, elle n'est pas connue jusqu'ici mais, si ses bénéfices devaient être tenus en ligne de compte, cela devait nécessiter un réaménagement de l'offre salariale puisqu'à l'intérieur de l'offre salariale il faut respecter la loi de la Régie des mesures anti-inflationnistes. Si on veut des bénéfices sous cette forme, nous sommes prêts à le considérer. A ce moment-là, cela voudrait dire une réduction ou un réaménagement de l'offre salariale quant aux salaires payés aux enseignants actuels puisqu'il s'agit d'un bénéfice.

Le problème des ex-religieux est un problème que nous considérons depuis longtemps. En décembre 1973, j'ai moi-même proposé une loi qui a permis aux ex-religieux de pouvoir racheter jusqu'à quinze ans de service, mais en tenant compte du fait que le rachat devait s'effectuer selon les salaires perçus au 30 juin 1973 pour la cotisation mais non selon le salaire qu'ils recevaient comme religieux. Si on est prêt à faire des discussions sur la répartition du coût comme cela existe dans le Régime de retraite universel, à 7/12 pour le gouvernement et à 5/12 pour les employés, nous sommes prêts à considérer des propositions comme nous le ferons à la table des négociations.

Le Président: Une dernière question additionnelle.

M. Samson: Le ministre peut-il me dire, compte tenu du fait qu'il y aura une réunion spéciale des ex-religieux en fin de semaine, s'il a l'intention de déléguer quelqu'un comme observateur à cette réunion aux fins de prendre connaissance plus directement de leur point de vue?

M. Parent (Hull): J'ai bien l'intention que nous soyons représentés, et non simplement par un observateur; j'ai même délégué, lors de la réunion de fin de semaine, le président-directeur général, M. Guy Monfette, pour assister à la réunion et participer aux discussions. Ce n'est pas comme observateur, mais bien activement qu'il participera aux réunions puisque nous sommes ouverts à une discussion sur le sujet, tentant par là de trouver un moyen de résoudre ce problème.

M. Lacroix: L'abbé O'Neil...

Le Président: L'honorable député de Beauce-Sud.

Ouverture des commerces pendant les Jeux olympiques

M. Roy: Ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce. Nous avons appris, par la voie des journaux, que le gouvernement provincial s'apprêterait à apporter des amendements à la loi 24 concernant les heures d'ouverture et de fermeture des établissements commerciaux pendant la période du 12 juillet au 6 août 1976.

Le ministre, dans une réponse qu'il a donnée hier à un quotidien de Québec, n'a pas été plus clair qu'il ne l'avait été la veille. Je voudrais demander au ministre si c'est réellement l'intention du gouvernement d'apporter des modifications à cette loi, dans un premier temps? Deuxièmement, quand le gouvernement entend-il l'annoncer officiellement, c'est-à-dire publiquement?

M. Saint-Pierre: Le gouvernement n'a nullement l'intention d'amender la loi des heures d'affaires. Il a résisté, je pense, à toutes les pressions des grandes chaînes de magasins qui voulaient étendre la période d'ouverture jusqu'à 21 h 30 plusieurs soirs par semaine au lieu des deux soirs que nous avons. Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer que, sur ce point, il n'y avait aucune modification d'apportée à la loi des heures d'affaires.

Ce dont il est question, c'est la possibilité, compte tenu des Jeux olympiques, de prévoir que certaines parties du territoire de la province de Québec, soit l'île de Montréal uniquement ou la banlieue immédiate, soient considérées comme une zone touristique, de la même façon que le Vieux-Québec, le Vieux-Montréal et plusieurs autres villes de la province sont à l'occasion considérées comme zones touristiques, ce qui permet d'appliquer avec moins de rigueur, en fait de prévoir des mécanismes d'exception à la loi des heures d'ouverture.

Je tiens à préciser deux points. Ce serait pour

une courte période de temps, les Jeux olympiques et relié à une partie du territoire québécois, à moins qu'on nous prouve que ce soit avantageux de le faire pour tout le territoire québécois. Troisièmement, je rappelle que cela favoriserait le travail des occasionnels, en particulier des étudiants. Bien sûr, les employeurs doivent s'entendre soit avec un syndicat, soit avec une association de salariés ou des individus pour faire les changements qui, somme toute, seront à peu près les mêmes que ceux que nous faisons immédiatement avant la période de Noël, alors que les heures d'affaires sont prolongées jusqu'à environ neuf heures et demie ou dix heures.

M. Roy: M. le Président, j'aurais une question à poser au ministre. Est-ce que le ministre tient compte de l'opposition qui est faite actuellement par l'Association des marchands détaillants, ainsi que par la Fédération du détail et des services du Québec? J'aimerais demander dans un deuxième temps au ministre, quand il entend rendre la décision définitive publique. Si la décision est affirmative, il faudra quand même que les gens aient le temps de s'organiser et s'occuper d'avoir la main-d'oeuvre nécessaire, si c'est négatif, que les marchands sachent à quoi s'en tenir et qu'on cesse d'être inquiet de part et d'autre. Quand, en somme, le gouvernement entend-il prendre une position définitive?

M. Saint-Pierre: Le fait que la nouvelle soit connue prouve jusqu'à quel point nous avons fait de la consultation, tant auprès des syndicats que des fédérations représentant des marchands de détail. Si les consultations se poursuivent, au plus tard d'ici deux semaines, nous annoncerions la position du gouvernement sur ce sujet.

M. Roy: Une dernière question, M. le Président...

Le Président: La dernière.

M. Roy: ... sur ce sujet. Est-ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce est en mesure de nous dire s'il a reçu le rapport qui avait été commandé par un contrat qui avait été accordé à une firme de consultants montréalais, Cogem Inc., et qui avait été rendu public à la commission parlementaire des engagements financiers, le 23 mai 1975, rapport concernant les heures d'affaires des commerces et des magasins? Est-ce que cette firme est consultée actuellement relativement à ce dossier particulier? Deuxièmement, est-ce que cette firme a fait son rapport? Cela fait presque plus d'un an que le contrat lui a été confié. Est-ce que cette firme a remis son rapport au ministre et, dans un dernier temps, est-ce que le ministre entend rendre ce rapport public?

M. Saint-Pierre: M. le Président, le rapport est déjà rendu public depuis octobre 1975. Je pense même en avoir transmis une copie au bureau du député. Je lui ai envoyé tout au moins le discours que j'avais présenté devant l'association, dans le-

quel je faisais état des grandes conclusions de ce rapport. Les gens n'ont pas été consultés, parce que, au gouvernement, ceux qui décident ne sont pas des consultants, mais ceux qui ont eu des responsabilités au niveau du pouvoir exécutif.

Le Président: Dernière question.
Le député de Saguenay.

Situation des producteurs laitiers

M. Lessard: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Est-ce que le ministre pourrait nous dire quelles sont les mesures qu'il entend prendre pour appuyer les producteurs laitiers dont une délégation est actuellement à Ottawa pour exposer au premier ministre fédéral et à ses collègues les effets désastreux que menacent d'avoir sur l'agriculture québécoise les nouvelles mesures restrictives dans le domaine de la production laitière?

M. Drummond: M. le Président, je pense qu'on a discuté pas mal cette question pendant les crédits. En tout cas, j'ai envoyé un télégramme à tous les membres du cabinet du premier ministre Trudeau appuyant la position des producteurs de lait, et il y avait d'autres contacts avec le gouvernement fédéral.

M. Lessard: M. le Président, à la suite de ce télégramme et à la suite de la réunion qui a lieu actuellement à Ottawa, est-ce que dans le cas où les producteurs laitiers auraient une réponse négative, le ministre prévoit des mesures compensatoires?

M. Drummond: A ce moment-là, comme on l'avait dit, il faudra rencontrer les représentants de la fédération pour préparer le dossier.

M. Lacroix: M. le Président...

Le Président: Affaires du jour.

M. Lacroix: ... est-ce que je pourrais avoir une directive? Me référant à l'article 26 de notre règlement, tout le monde doit être assis à son siège et je me demande s'il y a un article en particulier qui permet à un député, quel que soit le poste qu'il occupe, de tourner le dos à la présidence ou à l'un de ses collègues plutôt que d'être assis à son siège de façon raisonnable et raisonnée pour un homme censément instruit, un homme censément affable.

M. Burns: Niaisieux. Article 34, M. le Président. Je ne réponds même pas à cela. M. le Président, en vertu de l'article 34, je demanderais au leader du gouvernement... J'ai vu dans les galeries cet après-midi, Me Auguste Choquette.

Cela m'a fait penser que, le vendredi 7 mai, le député d'Anjou avait fait de grosses méchantes menaces à l'endroit de Me Auguste Choquette. Il devait le traîner devant tous les comités possibles et impossibles; il devait le maganer, lui faire des grosses méchancetés.

Le Président: A l'ordre! A l'ordre!

M. Burns: C'est un gros méchant, le député d'Anjou! Il est méchant! Il est choqué noir, des fois!

Le Président: A l'ordre! Si je me rappelle bien, hier, vous avez mentionné qu'il se faisait des farces de certains côtés de la Chambre.

M. Burns: Je ne fais pas de farce, M. le Président; la farce, c'est le député en question.

Le Président: A l'ordre!

M. Burns: M. le Président, vous avez raison de me rappeler à l'ordre. Je demande simplement au leader du gouvernement s'il a reçu un avis et s'il peut nous indiquer si le député d'Anjou lui a signifié qu'il avait l'intention de donner suite à cet avis qu'il donnait en Chambre, le 7 mai dernier, via une question de privilège...

Le Président: J'ai le droit d'intervenir; excusez-moi, j'ai le droit. Je crois que ce n'est pas de la compétence du leader du gouvernement. Si le député d'Anjou avait décidé d'inscrire une motion, il n'avait aucune permission à demander et cette motion aurait été inscrite au feuillet.

M. Burns: M. le Président, voulez-vous que je pose la question au député d'Anjou, en vertu de l'article 166?

Le Président: Non. En l'occurrence, la question ne serait pas permise.

M. Levesque: M. le Président, je suis bien prêt à dire immédiatement au député de Maisonneuve que le député d'Anjou m'a consulté à ce sujet et que je lui ai conseillé de...

M. Lessard: De rester à son siège.

M. Levesque: ... ne pas donner suite à ses intentions, vu qu'à mon sens la chose avait été pleinement examinée ailleurs, dans un autre Parlement. Je crois que l'issue de cette affaire est suffisamment éloquent et a fait un tour de presse suffisant pour que l'opinion publique soit satisfaite.

M. Léger: Il a l'air d'un tour de presse.

M. Burns: Si je comprends bien, M. le Président, l'affirmation que le député d'Anjou faisait...

Le Président: A l'ordre! A l'ordre! Je m'excuse, mais... A l'ordre, s'il vous plaît et cela s'applique à tout le monde. Cela s'applique à tout le monde, je le répète. A l'ordre! J'appelle les affaires du jour.

M. Burns: M. le Président, je n'ai pas le droit de vous demander...

Le Président: Non, ce n'est pas prévu au rè-

glement, une telle question, en vertu de l'article 34.

M. Burns: Je demande simplement au leader du gouvernement d'explicitement sa réponse, ce n'est que cela.

M. Levesque: M. le Président, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit. Je l'ai dit sans être obligé de le dire, mais simplement pour tenter d'éclairer la lanterne de l'honorable député de Maisonneuve qui, peut-être, s'ennuie de ce genre de discussion, de ce genre de spectacle. Je lui ai donné les raisons pour lesquelles j'avais ainsi conseillé le député d'Anjou.

M. Léger: Il aurait dû suivre ce conseil-là avant.

M. Burns: M. le Président, ma question est très brève. Cela veut dire...

Le Président: Non. A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre! C'est la dernière fois que j'interviens.

Affaires du jour.

M. Burns: M. le Président, j'invoque le règlement. M. le Président, je ne poserai pas ma question si vous me dites non, mais est-ce qu'à la suite de cette réponse je ne peux pas poser au leader du gouvernement, la question suivante: Cela veut-il dire que l'affaire, en ce qui concerne le député d'Anjou, est close? Est-ce que c'est cela que je dois comprendre?

M. Levesque: M. le Président, je dis à l'intention de l'honorable député de Maisonneuve que j'ai ainsi conseillé le député d'Anjou, mais reste à lui de prendre la décision qu'il jugera opportune, en temps opportun.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: Question de règlement.

M. Gratton: Simplement pour éclairer ma lanterne. Lorsqu'un député n'a pas le droit de poser une question, qu'on lui permet de la poser quand même et qu'il reçoit une réponse à cette question qui n'est pas permise, en vertu de quel article du règlement peut-il poser deux questions supplémentaires pour avoir des éclaircissements sur la réponse que la première question ne méritait pas?

M. Levesque: C'est une excellente question!

Le Président: Oui, et qui n'est pas facile à solutionner. Mais vous savez comme moi que, lorsqu'une question est posée, que le mal est fait et que c'est enregistré au journal des Débats, même si la décision du président est à l'effet qu'elle n'est pas permise, je crois qu'en toute justice, on peut permettre à celui à qui elle est posée de faire de courts commentaires, mais il ne devrait pas y avoir de suite à cela.

M. Cloutier: Sur le point de règlement, M. le Président. Je pense que c'est là un problème sérieux et je me demande s'il ne faudrait pas à ce moment considérer que l'on empêche l'inscription de la question illégale au journal des Débats. Si j'interviens, c'est qu'à plusieurs reprises, j'ai voulu répondre à des questions qui on m'a répondu qu'elles étaient illégales, que par conséquent elles n'existaient pas. Or, je les retrouvais dans le journal des Débats, mais à ce moment-là sans réfutation. C'est une technique que l'Opposition utilise trop souvent et d'une façon démagogique.

M. Harvey (Jonquière): M. le Président, je voudrais donner une réponse, tel que convenu...

Le Président: Une réponse?

M. Harvey (Jonquière): ... à une question posée par le député de Richmond mercredi.

Le Président: Un instant! Je dois demander le consentement, s'il y a lieu, parce que j'avais appelé les affaires du jour. Y a-t-il consentement unanime?

M. Burns: Il y a consentement, M. le Président.

M. Léger: Nous sommes bons.

M. Burns: Nous sommes gentils, nous autres.

Le Président: A l'ordre, messieurs!

Indemnisation aux mineurs

M. Harvey (Jonquière): Alors, M. le Président...

Une Voix: Vous n'êtes pas 6 millions, vous n'êtes que six.

M. Harvey (Jonquière): ... mercredi ou jeudi dernier...

Une Voix: Il faut se parler.

Le Président: A l'ordre!

M. Harvey (Jonquière): ... le député de Richmond m'a posé des questions concernant l'application de la loi 52, à la suite d'une communication que j'ai eue ce matin avec le président de la Commission des accidents du travail, qui avait envoyé un premier rapport qui était fragmentaire, ce dernier m'a donné l'assurance que tous les renseignements exigés dans les questions du député de Richmond seront disponibles pour l'étude des crédits qui est prévue pour d'ici quelques jours.

Pendant que je suis debout, M. le Président, je voudrais vous signaler que j'ai constaté à regret aujourd'hui la différence que fait entre des questions urgentes et des questions qui pourraient attendre le député de Chicoutimi, qui s'est...

Le Président: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît!

Question de privilège, le député de Charlesbourg.

M. Harvey (Charlesbourg): Question de privilège, M. le Président.

Le Président: Sur quel sujet? Je vous écoute.

M. Harvey (Charlesbourg): Je vous avais prévenu avant la séance que j'avais une question à poser. J'avais également prévenu le ministre en conséquence, mais vous ne m'avez pas donné l'occasion de la poser; j'espère que demain je serai prioritairement...

Le Président: A l'ordre, je suis debout, s'il vous plaît! Premièrement, il ne s'agit pas d'une question de privilège. Deuxièmement, je m'excuse, mais je ne me rappelle pas que vous m'avez indiqué que vous aviez une question à poser. De toute façon...

M. Harvey (Charlesbourg): Je l'avais demandé, M. le Président.

Le Président: On verra demain.

Affaires du jour.

M. Roy: J'aurais une question de règlement à poser à la présidence. J'estime que l'article 100 doit exister encore dans notre règlement et qu'il doit être appliqué. Depuis plusieurs jours, le député de Charlesbourg jasse continuellement pendant toute la période des questions. C'est devenu insupportable. Pourrais-je vous demander... C'est devenu insupportable, il y a quand même des limites. Je crois que la présidence doit quand même voir au maintien de l'ordre à l'Assemblée nationale. Je ne voudrais pas être obligé à chaque fois, M. le Président, de me lever de mon siège et invoquer la question de privilège, mais je vous demanderais de l'avertir...

Le Président: A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît! Il y a certaines journées comme aujourd'hui, je pense, où il faudrait autant de présidents qu'il y a de membres à l'Assemblée pour tenir un peu de décorum. Encore une fois, messieurs, je m'adresse particulièrement aux leaders parlementaires, aux whips et aux whips adjoints, leur demandant de m'apporter une collaboration accrue, parce que vraiment je suis simplement un humain comme vous, et par bout cela déborde. Je tiens à vous le souligner. S'il y a lieu d'ajourner la séance qu'on l'ajourne tout de suite, parce que des journées comme aujourd'hui et comme d'autres séances, je ne crois pas que c'est à l'honneur de l'Assemblée nationale, étant donné la manière dont certains députés se comportent à l'Assemblée.

M. Levesque: M. le Président, pourrais-je vous demander si les expressions leader parlementaire, whip et adjoint au whip sont au singulier ou au pluriel?

Le Président: Non seulement il y a des s au pluriel, mais aussi des x.

M. Levesque: Par exemple, lorsque vous avez parlé de la collaboration de leader parlementaire...

Le Président: Oui, des leaders et des whips et de tous les députés.

M. Burns: Je vous dis, M. le Président, que je la considère au pluriel.

Le Président: Des leaders, des whips et de tous les membres.

M. Burns: Je la considère au pluriel et je la prends à mon compte. Je suis prêt à vous donner ma collaboration.

M. Lacroix: M. le Président, sur le même sujet, je dois vous dire que, de notre côté, je m'efforce... Depuis un mois, vous savez quels efforts j'ai consentis, mais il y a 97 députés qui siègent à votre droite ou qui devraient le faire. De l'autre côté, il y a un chef parlementaire, un leader, un whip; ils sont six. Ceux qui mènent le trouble, ce ne sont pas toujours les nôtres, mais ils sont provoqués constamment. Je pense qu'à l'heure actuelle nous souffrons dans la province de Québec d'un manque de fermeté. Cela s'applique même, malgré tout le respect que je vous dois, à la présidence qui nous rappelle rapidement à l'ordre, alors qu'elle laisse faire les six qui nous malmènent parlementairement parlant. Ces gens posent des questions inutiles et imbéciles. Ils posent des questions qu'ils n'ont pas le droit de poser.

Le Président: A l'ordre, messieurs! S'il vous plaît! A l'ordre, messieurs! J'appelle les affaires du jour. On remettra à demain les questions de règlement.

Travaux parlementaires

M. Levesque: M. le Président, ce soir, à compter de vingt heures quinze, disons vingt heures pour vingt heures quinze, vous êtes invité à trois excellents débats, se passant dans trois commissions parlementaires. La commission parlementaire de la justice, au salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère de la Justice et ce seront les programmes sous la responsabilité du Solliciteur général. A la salle 81-A, la commission de l'agriculture poursuivra l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture. A la salle 92-A, la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales s'attaquera à l'étude des crédits du Conseil exécutif, particulièrement ceux dont la responsabilité directe est celle du premier ministre.

Cet après-midi, nous allons ajourner la Chambre; nous allons, du moins, faire une motion à cet effet et nous procéderons, au salon rouge, à l'étude des crédits du ministère de la Justice, encore là, les programmes sous la responsabilité du Solliciteur général; à la salle 81-A, les crédits du

ministère de l'Agriculture et, à la salle 91-A, nous entreprendrons l'étude des crédits de l'OPDQ. Le député représentant l'Opposition officielle devant s'absenter, je ferai simplement les remarques préliminaires, à la suite desquelles nous demanderons l'ajournement de la commission.

M. Roy: M. le Président, est-ce que je pourrais poser une question?

Le Président: L'honorable député de Beauce-Sud.

M. Roy: Est-ce que le leader du gouvernement a été informé que, ce matin, la commission parlementaire de l'agriculture a dû ajourner ses travaux à dix heures trente faute de quorum et que nous n'avons pas été en mesure de remplir le mandat que la Chambre nous avait confié hier? Le leader du gouvernement est-il au courant de cela et a-t-on pris les mesures et les dispositions qui s'imposent de façon qu'à la commission parlementaire de l'agriculture on puisse être assuré d'avoir quorum? Les membres de l'Opposition sont là; c'est le côté ministériel qui n'y est pas.

M. Levesque: M. le Président, je suis au courant qu'il y avait trois commissions parlementaires qui avaient reçu mandat de siéger ce matin. Il y avait la commission parlementaire de la justice qui a abattu un bon boulot. Nous nous sommes attaqués à l'étude de cinq projets de loi d'ordre privé; nous avons terminé nos travaux à la suite d'une étude fort intéressante de ces projets de loi.

D'ailleurs le député d'Outremont, le député de Maisonneuve et plusieurs députés ministériels étaient là pour travailler dans ce sens, ainsi que l'adjoint parlementaire du ministre de la Justice et autres.

Il y a eu également une autre commission parlementaire, celle de l'éducation, relativement aux Communications. Je crois qu'encore là — c'est bien cela — il y a eu de l'excellent travail de fait de ce côté.

Une Voix: Intéressant.

M. Levesque: Très intéressant.

Du côté de l'agriculture, en effet, il y a eu un ajournement à cause d'un manque de quorum. Il faudrait être bien juste et dire qu'il y avait des gens qui siégeaient — malheureusement, on ne peut pas arriver à la perfection, on tend vers la perfection — aux deux autres commissions.

Je vois ici, par exemple, à la commission de l'agriculture, le nom du député de Verchères, M. Ostiguy. Le député de Verchères était présent à la commission parlementaire de la justice parce qu'il parrainait un projet de loi à cette commission.

Une Voix: Vous n'êtes pas assez nombreux!

M. Levesque: Un instant, un instant!

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. Levesque: Il y a ici, si je regarde la liste, pas seulement des députés ministériels. Il y a, comme députés de l'Opposition, M. Bellemare (Johnson). Est-ce qu'il était là? Je ne le sais pas.

Des Voix: Non.

M. Levesque: Il y a également le député de Lafontaine.

Des Voix: Non.

M. Levesque: Pas là. Il était aux Communications? Bon. Alors, qu'on cesse de critiquer le député de Verchères. C'est à peu près la même raison qui a amené le député de Lafontaine ailleurs.

M. Léger: ... à l'agriculture.

Le Président: A l'ordre, messieurs!

M. Burns: Combien cela vous en prend, de députés, pour obtenir le quorum?

M. Levesque: Est-ce qu'on pourrait me laisser terminer?

M. Burns: Combien en avez-vous besoin, de députés, pour obtenir le quorum?

M. Levesque: C'est parce que je veux simplement faire remarquer...

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. Cadieux: La prochaine fois, on va être 110, en tout cas!

M. Levesque: M. le Président, le député de Rouyn-Noranda devait être là ce matin, à la commission de l'agriculture.

M. Samson: M. le Président, est-ce que mon ami d'en face me permettrait de lui souligner qu'il n'en manque jamais plus qu'un de notre parti à chaque commission?

Des Voix: Ha! Ha!

M. Levesque: C'est pour vous dire, M. le Président, qu'en plus de ces gens, il y a également ceux à qui on a gardé une place permanente aux commissions. Pour avoir un quorum, on ne peut pas...

M. Choquette: Puis-je poser une question au leader du gouvernement?

M. Levesque: Certainement.

M. Choquette: Est-ce que le député de Beauce-Sud était à son travail à la commission?

M. Levesque: Ha! Ha! J' imagine qu'il n'aurait pas posé la question, autrement!

M. Lessard: Puis-je demander au leader si le député de Saguenay était à son travail ce matin?

Le Président: Messieurs, s'il vous plaît!

M. Levesque: M. le Président, c'est pour dire que, pour constituer un quorum, il faut la collaboration non seulement des ministériels mais de l'ensemble des partis. On ne peut pas demander continuellement aux mêmes de remplacer continuellement non plus.

Cela ne veut pas dire que je suis heureux — je tiens à le dire à l'honorable député de Beauce-Sud — je ne suis pas du tout heureux que l'on doive ainsi suspendre des travaux à cause d'un manque de quorum. Je ne crois pas que j'aie jamais encouragé, ni directement, ni indirectement, une telle situation.

Au contraire, cela serait de nature à me faire sortir de mes gonds, si je n'avais pas réussi avec les années à conserver une certaine sérénité et un certain calme. C'est pourquoi, profitant de l'intervention du député de Beauce-Sud, je fais appel à tous et à chacun pour qu'à l'avenir, oubliant le passé, il y ait une présence exemplaire dans chacune des commissions.

Le Président: Est-ce qu'il y a...

M. Lacroix: M. le Président, s'il y avait possibilité, on en a discuté l'autre jour à la réunion sur les crédits des pêcheries, sur le même sujet, pour la question du quorum...

M. Burns: M. le Président, les épîtres du député des Îles-de-la-Madeleine, je ne les prends pas. D'accord?

M. Lacroix: Il reste qu'il y a 14 membres par commission...

M. Burns: Qu'il règle...

Le Président: A l'ordre!... A l'ordre, messieurs!... A l'ordre... A l'ordre, messieurs!... A l'ordre, messieurs!... A l'ordre, s'il vous plaît!... A l'ordre, messieurs!... A l'ordre!... A l'ordre, messieurs!... A l'ordre, s'il vous plaît!...

M. Levesque: M. le Président...

Le Président: ... A l'ordre, s'il vous plaît!... A l'ordre!... Je crois que cela pourrait faire l'objet de consultations extra muros entre les whips et les leaders.

M. Levesque: Alors, M. le Président, je tiens simplement à rappeler très brièvement, avant de demander l'ajournement de la Chambre, qu'il y a trois commission immédiatement. Au salon rouge, justice; 81-A, agriculture et, 91-A, OPDQ.

Ce soir, salon rouge, justice; 81-A, agriculture; 91-A, Conseil exécutif, et cela ce soir à partir de vingt heures quinze.

M. le Président, je propose l'ajournement de la Chambre. Non, vous avez objection?

Le Président: Il y a une motion, une première motion pour faire siéger les commissions. Est-ce que cette motion est adoptée?

M. Burns: Adopté, M. le Président.

M. Levesque: C'est un avis.

Le Président: De toute façon ces trois commissions peuvent siéger immédiatement.

Motion d'ajournement

Le Président: Est-ce que la motion d'ajournement...

M. Levesque: A dix heures demain matin.

Le Président: ... est adoptée?

M. Burns: Vote enregistré, M. le Président.

Le Président: Qu'on appelle les députés!

Vote sur la motion

Le Président: A l'ordre, messieurs! Que ceux qui sont en faveur de la motion de l'honorable leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque, Blank, Parent (Hull), Mailloux, Saint-Pierre, Garneau, Cloutier, Phaneuf, Lachapelle, Berthiaume, Giasson, Cournoyer, Simard, Lalonde, Tetley, Drummond, Lacroix, Bienvenue, Forget, Harvey (Jonquière), Vaillancourt, Cadieux, Arsenault, Houde (Fabre), Desjardins, Massé, Perreault, Fortier, Bossé, Kennedy, Bédard (Montmorency), Saint-Hilaire, Brisson, Séguin, Cornellier, Houde (Limoulu), Lafrance, Pilote, Fraser, Picard, Gratton, Gallienne, Assad, Carpentier, Faucher, Saint-Germain, Harvey (Charlesbourg), Larivière, Pelletier, Shanks, Springate, Pepin, Beauregard, Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Chagnon, Marchand, Ostiguy, Caron, Côté, Déziel, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malépart, Massicotte, Mercier, Parent (Prévost), Picotte, Tardif, Tremblay, Vallières, Verreault, Morin, Burns, Léger, Charron, Lessard, Bédard (Chicoutimi), Samson, Choquette, Roy, Leduc.

Le Secrétaire: Pour: 87 — Contre: 0

Le Président: Cette motion est adoptée et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain matin, dix heures.

(Fin de la séance à 16 h 12)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*